



La lettre de l'Afrique

www.lalettredelafrique.fr

N° 43 Juin 2013

La lettre de l'Afrique est une publication mensuelle d'actualité

Sommaire

Edito

Ce grand pays...

La Libye encore

Egypte, nouvel épisode : révolution contre élection

Tournée en **Afrique** du Président Obama

Contre la piraterie dans le **Golfe de Guinée**

Livres

Télégrammes

LES CAHIERS DE L'AFRIQUE

UPM

LES INTERROGATIONS AFRICAINES

Revue trimestrielle d'étude et de réflexion sur le monde africain

www.lescahiersdelafrique.fr



La Libye encore

Les conflits violents n'en finissent plus en Libye. Le pouvoir que les Occidentaux ont aidé à s'installer ne pratique pas la démocratie annoncée par ses parrains de Paris, de Londres et de Washington. Et d'ailleurs comment le ferait-il, confronté qu'il est à l'indiscipline armée des milices créées avec le soutien des mêmes occidentaux pour combattre Kadhafi, sans parler du renouveau de la résistance traditionnelle des grandes tribus à l'égard du pouvoir central.

Chacun sait les conséquences désastreuses pour le Sahel, de la manière dont a été conçue et exécutée l'intervention de l'OTAN en Libye. Mais l'opinion publique française est peu informée de ce qui en résulte malheureusement pour ce pays lui-même et pour sa population, de l'Est à l'Ouest et du Nord au Sud.

Tout se passe, dans les grandes capitales occidentales, comme si la plupart des dirigeants politiques et des maîtres des grands médias nationaux, n'étaient pas prêts à tirer les leçons de leur triste aventure libyenne. Pas plus à vrai dire qu'ils ne semblent mener de réflexion politique et morale sur la propension occidentale à porter la guerre chez les autres.

É
D
I
T
O

Ce grand pays...

Alors que les hautes autorités africaines tiennent à Paris le langage convenu des relations d'État à État, beaucoup d'Africains francophones s'interrogent et s'inquiètent.

Ils se demandent comment il est possible que ce grand pays qu'est la France reçoive instructions et menaces de la Commission européenne sur la gestion de ses finances publiques ; que le FMI soit sur le point de s'adresser à Paris comme il l'a fait à Athènes et à Chypre ; et que l'absence de tout pouvoir sur l'Euro, prive la France d'un levier essentiel pour la relance de l'activité et de l'emploi. De même qu'ils ne

parvenaient pas hier à s'expliquer pourquoi la droite néo libérale française acceptait une telle sujétion politique, ils ne comprennent pas que le régime socialiste ne force pas la relance et laisse venir la pauvreté. Et ils se demandent comment il est possible que Paris ne voie pas que la construction d'une Europe de la croissance partagée, ne peut se fonder aujourd'hui que sur la réalité des États.

Pour ce qui concerne la relation avec l'Afrique francophone, les questions viennent en force. La France ainsi orientée depuis trop longtemps, va-t-elle continuer à s'effacer derrière une Commission européenne déboussolée et derrière un Conseil de Sécurité instrumentalisé par on ne sait qui ? Et va-t-elle alors accepter de devenir un partenaire alternatif, un jour présent un jour absent, en attendant de faire comme si elle était la composante supplétive puis aléatoire d'une partie conduite ailleurs ?

L'ERRANCE DE BOZIZÉ

Chassé de la Présidence Centrafricaine, réfugié au Cameroun, puis cherchant à s'installer en Afrique du Sud, avant de devoir rebrousser chemin, François Bo-

zizé va-t-il pouvoir se fixer au Cameroun ou au Bénin ou ailleurs ? La solidarité à l'égard des chefs d'état déchus n'est plus ce qu'elle était.

Egypte, nouvel épisode : révolution contre élection

Les mois qui viennent de s'écouler marquent une nouvelle évolution politique de l'Égypte. Le régime régulièrement élu en 2012 du Président Morsi, avec le soutien notamment des Frères Musulmans, se heurte à une opposition déterminée, qui organise partout dans le pays des manifestations populaires, exige le départ du Président élu et réclame de nouvelles élections.

Les derniers événements

Les manifestations anti Morsi sont allées crescendo au cours des derniers mois, et ont donné lieu d'une part à des heurts avec la police, d'autre part à des affrontements en-

tre adversaires et partisans du chef de l'État. La manifestation du 30 juin, date du premier anniversaire de la prise de fonction du Président Morsi, a été présentée par ses organisateurs comme le point culminant des actions de rue. Elle a effectivement rassemblé de très nombreux protestataires dans la plupart des villes. Le nombre total des manifestants est difficile à évaluer, mais on parle grosso modo de « plusieurs millions ». Les dirigeants du mouvement, qui tentent de réunir toutes les oppositions sous l'appellation « Tamarod » (révolte), ont organisé parallèlement une pétition qui aurait recueilli plus de 15 millions de signatures. Ils ont le 30 juin lancé un ultimatum au Président Morsi : ils lui donnent quarante huit heures pour se



décider à quitter la Présidence et remettre le pouvoir à une autorité de transition, qui aurait pour première mission de préparer une nouvelle constitution et de nouvelles élections législatives et présidentielles. Le chef d'état major a dès le lendemain emboîté le pas en déclarant que l'armée donnait quarante-huit heures au pouvoir

(suite page 2)

Egypte, nouvel épisode : révolution contre élection (suite)

pour « satisfaire les demandes du peuple », faute de quoi elle imposerait « une feuille de route. »

La Présidence a alors rappelé que « l'État démocratique civil est une des plus importantes conquêtes de la révolution de 2011 » et a exclu tout « retour en arrière ».

Les thèses de l'opposition

Depuis l'élection du Président Morsi et du parlement où son parti est majoritaire, des opposants de plus en plus organisés s'activent. Se déclarant laïcs, ils accusent le Président de vouloir installer un pouvoir d'abord inspiré par la religion musulmane. Se déclarant avant tout proches du peuple, ils considèrent que le pouvoir n'a pas pris assez d'initiatives pour lutter contre le chômage et la pauvreté.

S'affirmant démocrates, ils assurent être les champions de la démocratie en Égypte. Ils tiennent pour irrégulières les élections qui ont l'an dernier porté au pouvoir le Président Morsi et le parlement qui le soutient.



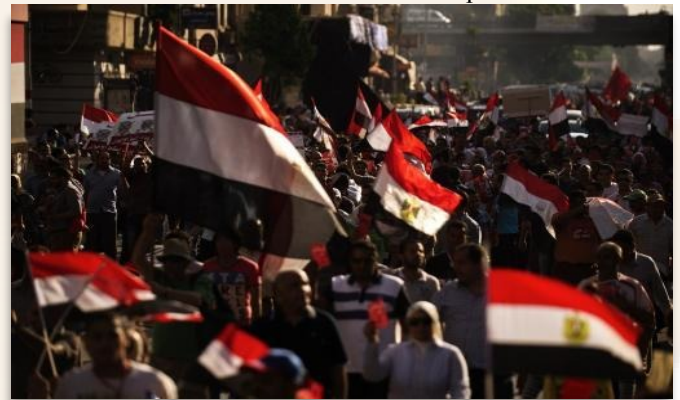
Le Parlement, la justice et l'armée

Le parlement élu au suffrage universel après la révolution est majoritairement composé de partisans du Chef de l'État : Frères Musulmans, ou autres partis religieux, mais aussi alliés de gauche. Cependant cette majorité enregistre des défections dont celles des Salafites qui penchent maintenant pour l'opposition. La Justice ne lui est pas favorable, dans la mesure où la plupart des magistrats ont été mis en place sous le régime antérieur

du Président Moubarak, avec qui ils ont étroitement collaboré. Il en

va de même pour la Cour Constitutionnelle qui mène contre le Président Morsi une guérilla active.

L'armée, traditionnellement au cœur du pouvoir dont elle fournissait le chef suprême, de Nasser à Moubarak, n'avait pas empêché la chute de ce dernier en 2011, mais avait très vite tenté de reprendre le contrôle de la vie politique, avant de se décider durant l'été 2012 à accepter l'autorité du pouvoir civil qui venait d'être élu. Elle montre qu'elle est prête à revenir sur le devant de la scène : elle le fait aujourd'hui au nom du peuple et pourrait le faire demain au nom de l'ordre public. □



Tournée en Afrique du Président Obama

Trois pays mais pas le Kenya

Le Président Obama a effectué du 26 juin au 3 juillet une tournée africaine qui l'a conduit successivement au Sénégal, en Afrique du Sud et en Tanzanie. Il s'agit selon un communiqué de la Maison Blanche d'insister « sur l'importance que les États-Unis accordent à nos liens en plein développement avec les pays d'Afrique subsahariennes ». C'est la deuxième fois depuis son élection que le Président Américain se rend en Afrique au Sud du Sahara, mais son premier voyage en juillet 2009 avait consisté en une très courte visite au Ghana, pays symbole de l'alternance démocratique réussie.



On note à cet égard, que le Kenya, dont le père, aujourd'hui décédé, de Barak Obama est originaire, n'est pas dans la tournée. C'est probablement parce que le Chef de l'État Kenyan récemment élu, M. Uhuru Kenyatta, est poursuivi par la Cour Pénale Internationale, en tant que responsable présumé des violences qui s'étaient produites au lendemain de l'élection présidentielle de 2007.

Au Sénégal

La visite au Sénégal (13 millions d'habitants sur 196.000 km²) s'inscrit dans la ligne classique de la diplomatie américaine qui a fait depuis longtemps de ce pays son premier partenaire politique en Afrique de l'Ouest au Sud du Sahara. Le Sénégal est considéré comme l'un des plus avancés en démocratie, et Washington entend à la fois saluer à nouveau la presque récente élection de Macky Sall et lui marquer son soutien.

En Afrique du Sud

La visite en Afrique du Sud va de soi. Ce grand pays (50 millions d'habitants sur 1.221.000 km²) illustre la cohabitation moderne qui s'est établie entre la majorité africaine et les minorités originaires d'autres continents, dont la minorité européenne qui a précédemment dirigé ce pays. L'Afrique du Sud est aussi la première puissance économique du Continent. Elle tient son rang parmi les grands pays émergents. Enfin, elle est candidate reconnue pour un siège de membre permanent au Conseil de Sécurité des Nations-Unies. Un entretien avec Nelson Mandela figurait bien entendu comme un moment capital dans le projet de voyage formé il y a plusieurs mois. Il n'a pas pu se réaliser, en raison de l'état de santé du vieil homme, dont Barak Obama dit qu'il est son « héros ».

Tournée en Afrique du Président Obama (suite)

En Tanzanie

Le voyage en Tanzanie vient en contrepoint souligner l'intérêt que Washington porte, en Afrique Australe, à un pays anglophone de grande taille (40 millions d'habitants sur 945.000 km²), qui va du Kenya au Mozambique et à la Zambie, et des rivages de l'Océan Indien à la région ultra sensible des Grands Lacs.

Les grands thèmes du Président Obama

Avant comme pendant sa tournée, le Président Obama a souligné les lignes d'action qui sont les siennes en Afrique subsaharienne : renforcement de la démocratie, promotion du développement et croissance des investissements, soutien actif à la paix et à la sécurité. C'est ce dernier point qui à Dakar s'est probablement révélé le plus urgent pour Washington, où l'on continue à donner en Afrique la priorité à la lutte contre le terrorisme et contre le trafic de narcotiques, qui concernent l'un et l'autre plusieurs pays voisins. La réflexion sur la sécurité est sans doute aussi celle qui domine le voyage en Tanzanie compte tenu de la position géostratégique de ce pays dans l'espa-



ce de crise de l'Afrique de l'Est et des Grands Lacs. Cependant, si importantes que puissent être ces questions de sécurité dans la relation avec l'Afrique du Sud, elles n'ont pas pu jouer un rôle dominant dans la visite en ce pays du Président Obama, tant la problématique des relations avec l'Afrique du Sud est globale et dépasse même le continent africain, aussi bien dans les faits que par les symboles. □

Contre la piraterie dans le Golfe de Guinée

A l'invitation du Président camerounais Paul Biya, un Sommet des Chefs d'États africains du Golfe de Guinée s'est tenu à Yaoundé le 25 juin 2013, sur le thème de la lutte contre la piraterie maritime dans cette région. Onze Chefs d'États étaient présents. Cette réunion faisait suite à une résolution du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, adoptée le 9 février 2012 à New York et demandant que soit réalisée une approche globale de la lutte contre la piraterie, entre les pays de la Communauté Économique des États d'Afrique Centrale (CEEAC), la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Commission du Golfe de Guinée (CGG).

Les Chefs d'États ont constaté que « la piraterie augmente de manière inquiétante » (Idriss Debby), et qu'elle est « une menace sérieuse à la paix et à la stabilité... et un frein au développement et au bien être » (Paul Biya). On sait en effet que soixante attaques de pirates



sur des bateaux de tailles et de nationalités diverses, ont eu lieu en 2012 dans le Golfe de Guinée. La première partie de l'année 2013 a vu le mouvement se poursuivre de manière spectaculaire.

Les Chefs d'États ont souligné leur intention de donner « une réponse ferme » à la piraterie. Ils ont souhaité que les actions que pourront conduire leurs marines nationales soient renforcées par l'aide des grandes puissances, comme dans le Golfe d'Aden. Ils ont demandé des soutiens financiers et un appui à l'équipement et au renforcement des capacités des marines africaines concernées.

S'agissant de l'approche globale recommandée par le Conseil de Sécurité, ils ont largement repris les recommandations du Symposium international qui venait de se tenir au ministère camerounais des Affaires étrangères sur « les défis sécuritaires dans le golfe de Guinée ». En deçà et au-delà des actions militaires envisagées et des soutiens recherchés, le Symposium a en effet recommandé une plus grande coordination des administrations concernées, une attention particulière au développement en faveur des populations riveraines, la mise au point par les États de la zone d'un « cadre juridique approprié pour l'action de l'État en mer », ainsi que « l'adoption de législations maritimes nationales permettant aux États de régler leur coopération en matière de poursuite, d'arrestation et de jugement ». □



La Consultance en Afrique

Ténin Diabaté Touré
Préface de Jean-Louis Billon
Postface d'Etien N. Amon
Méthodologie et cas pratiques. Comment devenir consultant(e) ?
Editions L'Harmattan
Côte d'Ivoire.

Cours, manuels, annales Gestion, Management, Entreprise Afrique Noire.

Depuis trente ans, la consultance s'est amplifiée, notamment à travers les programmes d'appui au développement des organismes internationaux. A partir de l'état des lieux

réalisé, on constate que le secteur de la consultance est encore déficitaire en termes de règles, de capacité et de méthodologie. Ce travail de clarification de la pratique de la consultance interpelle tous les acteurs de l'action publique ou privée.

ISBN : 978-2-336-29317-2 • juillet 2013 • 284 pages. Prix éditeur : 29 € 27,55 € / 181 FF

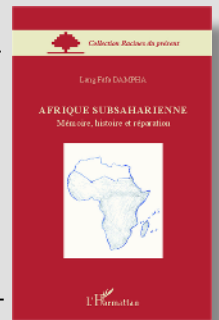
Afrique Subsaharienne

Mémoire, histoire et réparation
Lang Fafa Dampha
Racines du Présent
Histoire politique Afrique Noire
Editions L'Harmattan
L'Afrique subsaharienne est la seule partie du monde à avoir subi l'esclavage à échelle massive, ainsi que la colonisation, l'apartheid,

le commerce des esclaves et le colonialisme occidental, le tout dans une atmosphère de brutalité sans précédent.

Plus de cinquante ans après l'accession à la souveraineté du premier pays de l'Afrique subsaharienne, le Ghana de Kwame Nkrumah (1957), un regard analytique porté sur le continent révèle une situation qui est loin d'inciter à l'optimisme.

ISBN : 978-2-336-29371-4 • juin 2013 • 204 pages
Prix éditeur : 21 € 19,95 € / 131 FF



TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES

Japon/Afrique

• 3 juin - Yokohama : clôture du Sommet Japon/Afrique auxquels ont assisté 39 Chefs d'État et de gouvernement africains. La déclaration finale souligne les progrès accomplis et les actions à mener, en insistant sur les infrastructures lourdes (énergie et eau), et sur l'agriculture et l'agro-alimentaire.

Gabon/CEMAC

• 14 juin : Sommet à Libreville de la Communauté Économique et Monétaire d'Afrique Centrale. Le nouveau président centrafricain y participe.

Gabon

• 13-16 juin : Libreville accueille le 2^{ème} « New York Forum Africa » consacré au développement économique de l'Afrique. Il rassemble un millier de décideurs économiques, en présence de plusieurs Chefs d'État. En clôturant cet important Forum, le Président Ali Bongo annonce la constitution d'un fond de 150 millions d'euros destiné à favoriser les créations d'emplois pour la jeunesse africaine.

Mali

• 18 juin : Signature à Ouagadougou d'un accord entre le gouvernement de Bamako et les groupes armés touareg à Kidal.

États-Unis/Afrique

• 30 juin : Le Cabinet du Président Obama indique que celui-ci prévoit d'organiser en 2014 aux États-Unis, un Sommet avec les Chefs d'États de l'Afrique subsaharienne.

Mali/Afrique/ONU

• 1^{er} juillet : La MINUSMA (Mission Intégrée des Nations-Unies pour la Stabilisation du Mali), prend formellement le relai de la MISMA (Mission Internationale de Soutien au Mali). La MINUSMA devrait compter 11.000 hommes dès que possible.



Conférence africaine sur la Sécurité alimentaire

Nairobi
Kenya

20-21 août 2013

Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation
et l'Agriculture (OAA/FAO)

et
Programme des Nations-Unies pour l'Environnement
(PNUE)

Informations

<http://www.iag-agi.org/spip/Conference-africaine-sur-la.html>

CF

Le club du faubourg

Ce club de réflexion et d'initiative dans le domaine international accompagne la lettre de l'Afrique dans sa volonté de contribuer aux échanges et à la solidarité entre la France, l'Europe et l'Afrique.